

Concours / Examen : Inspecteur du travail

Externe / Interne / 3ème concours : Externe

Intitulé de l'épreuve : Economie

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Sujet : le partage de la valeur ajoutée : quels leviers de croissance ?

La croissance est un objectif récurrent des politiques économiques. Elle est l'un des quatre objectifs (autres identifiés par Kaldor, aux côtés de la stabilité des prix, du niveau d'emploi, et de la stabilité du taux de change. La question des sources de cette hausse de la production sur un territoire et dans un temps donné, se pose alors régulièrement, de même que celle des leviers disponibles pour la favoriser. Dans une économie capitaliste, l'un des enjeux transversaux à ces débats est celui du partage de la valeur ajoutée, c'est-à-dire de la valeur créée par les producteurs. Le partage de la valeur ajoutée, loin d'être une question simplement technique et comptable, relève avant tout d'un conflit inhérent au système capitaliste, conflit qui se joue entre détenteurs des moyens de production et détenteurs de leur seule force de travail qu'ils se voient contraints de vendre aux premiers. Ces analyses de Marx sont aujourd'hui relativement admises d'un point de vue descriptif mais sont loin de faire consensus quant aux lectures normatives à en tirer. Du point de vue de la croissance notamment, les positions s'opposent. Si ce conflit dans le partage de la valeur ajoutée est inévitable, il est possible de se demander si l'ascendant de l'un ou de l'autre

de ces deux pôles (qui sont, au sens de Marx, des classes) est indifférent du point de vue de la croissance ou non ?

La plupart des spécialistes répondront que non sans pour autant tomber d'accord sur les raisons de ces différences. Nous nous demanderons donc quelles possibilités de favoriser la croissance sont ouvertes en fonction de la répartition de la valeur ajoutée ?

Nous questionnerons également les acteurs et même d'obtenir ces leçons et notamment le rôle de l'Etat. Si le niveau de croissance dépend du niveau de la valeur ajoutée disponible et donc sur les possibilités de répartition d'un gâteau plus ou moins grand, il ne nous dit rien de la répartition qui favorisera cette croissance en retour. Cette question relève certes des enjeux techniques mais elle est aussi immédiatement politique et l'on pourra s'interroger sur ce qui serait une bonne répartition de la valeur ajoutée, et sur son rapport avec l'objectif de croissance.

Dans un premier temps nous reviendrons sur cette tension inhérente au mode de production capitaliste entre profit et salaire, afin de questionner le rôle possible de chacun de ces pôles dans la croissance. (I). Puis, nous montrerons que si ce modèle même reste pertinent à divers égards, il importe malgré tout de tenir compte d'acteurs particuliers : les actionnaires d'un côté (qui sont une frange du capital mais ne s'y résument pas et qui ont une place croissante dans un univers mondialisé) et l'Etat de l'autre (acteur central du partage de la valeur ajoutée en ce qu'il régit le jeu de la lutte entre capital et travail, mais aussi en ce qu'il préleve une partie de cette valeur ajoutée) (II). Enfin, nous tâcherons de poser à nouveau hors la question du bon versus mauvais répartition de

la valeur ajoutée et croissance, en réintroduisant des considérations d'ordre plus politique. En reposant la question des fins, celle des leviers pour y parvenir pourrait être quelque peu déplacée (III).

Dans un premier temps, il convient de revenir à ce qui se trouve au fondement de cette question du partage de la valeur et aux leviers inhérents à celle-ci, notamment du point de vue de la croissance (A.). Il sera alors seulement possible de considérer les leviers existant pour favoriser la croissance du côté du ^{travail} (B.). et du côté du capital (C.).

Le système capitaliste est traversé par un rapport de force essentiel entre travailleurs et capitalistes autour de la répartition de la valeur ajoutée. Ce conflit, en fonction des forces en présence, peut pencher parfois du côté du travail, tantôt du côté du capital. Des facteurs comme le taux de chômage (qui tire les salaires à la baisse, notamment en raison d'une concurrence accrue sur le marché du travail et d'une pression exercée par "l'armée de réserve sous-numéraire" telle que le nomme Marx) ou le niveau de syndicalisation (qui à l'inverse peut contribuer à tirer les salaires à la hausse par l'instauration d'un rapport de force plus en faveur des travailleurs) contribuent à déplacer cette balance. Les ^{économistes} régulationnistes y voient même l'un des facteurs centraux de ce qu'ils appellent des modes de régulation : si le mode de régulation dit "concurrentiel" était concurrencé par une conception des salaires exclusivement comme des coûts, que l'on cherche à tirer toujours plus à la baisse, cela lui a valu une crise des débouchés qui a donné lieu au passage à un autre mode de régulation : "monopolistique". Le dernier est concurrencé par ce que Lipietz a appelé le "compromis fordiste", associant croissance et hausse des salaires et favorisant l'émergence d'une consommation de masse. Les modes de régulation et la manière dont ils organisent le partage de la valeur ajoutée ont ainsi évolué au cours du temps et ils marquent par des crises régulières liées aux déséquilibres qu'ils peuvent faire naître (crise des débouchés dans les années 30, baisse de la productivité sans baisse des salaires

dans les années 70 et (in)exclus du capitalisme (aristocratie).
Pour dégoûter tout de lui, une "basse baronnie" du haut de
profit" sous le capitalisme, l'ère de la "myopie" des capitalistes,
cherchant sans cesse d'augmenter la productivité en substituant du
capital (capital constant dans son vocabulaire) au travail (capital
variable). Or, ce faisant, il met en péril la source même de la
survaleur, c'est-à-dire du profit. Il met ainsi au jour une
contradiction essentielle du système, à la fois entre capital et
travail sont à la fois des liens de lutte contradictoire et de
dépendance. Le travailleur a besoin du capitaliste pour sa
subsistance, le capitaliste a besoin du travailleur pour son profit,
mais ces deux objectifs sont dans un rapport de concurrence
fondamentale. L'oscillation du capitaliste peut le conduire à
trop réduire le part du travail dans la valeur ajoutée,
menant en péril son profit, et avec lui la croissance,
mais aussi menant aussi les débouchés de sa production,
menant là encore la croissance. Ce sont ces éléments qu'il
nous faut considérer à présent.

Selon Keynes, la croissance tient en large partie aux
anticipations des entreprises quant au niveau de
demande sur le marché des biens et services. Il faut donc,
pour qu'il y ait croissance, qu'il y ait possibilité d'écouler les
stocks produits et que cette possibilité soit palpable. Pour Keynes,
un trop faible niveau de l'emploi ou des salaires pèse négativement
sur la croissance et un cercle vicieux peut alors se former :
les anticipations pessimistes des producteurs concernant le niveau
de demande déprimant la production et ^{donc} l'investissement, et
l'embauche, ce qui alimente en retour les anticipations pessimistes.
Dans ces conditions, le fait d'augmenter le part des salaires
dans la valeur ajoutée peut constituer un moyen parmi d'autres
de favoriser une reprise. Si les salaires sont, du point de
vue microéconomique, un coût pour l'employeur, ils sont aussi
(et surtout pour Keynes) la promesse d'un linéaire à
l'échelle macroéconomique. Keynes tend alors à estimer que
le profit, pour être garanti à long terme, ne doit pas pénaliser
trop durement le travail.

Concours / Examen : Inspecteur du travail

Externe / Interne / 3ème concours : Externe

Intitulé de l'épreuve : Economie

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Les analyses classiques de la croissance économique tendent également à mettre en avant l'importance de penser les facteurs de production de manière combinée : c'est à la fois le travail et le capital qui seraient sources de croissance, que ce soit par augmentation de leur masse totale (croissance extensive) ou par modification de leur répartition et optimisation de la "productivité globale des facteurs" (croissance intensive). Ici, de manière plus resserrée sur le moment de la production et sans considération pour les débouchés et autres variables macroéconomiques, on s'intéresse surtout à ce qui permet d'accroître techniquement la production. Un dernier facteur a par ailleurs été ajouté au capital et au travail, découvert notamment de manière empirique par les travaux économétriques de R. Solow dans les années 50. S'intéressant à la part respective des facteurs de production dans la croissance, il découvrit l'existence d'un "résidu" non explicable par l'un ou l'autre des facteurs de production. Il attribua ce résidu au progrès technique, dont J. Schumpeter avait déjà mis au jour théoriquement le rôle central dans la croissance. Le concept de destruction créatrice qu'il développe notamment dans Capitalisme, socialisme et démocratie échoit présente comme le moteur même de l'économie, l'origine de la croissance par opposition à une économie sans innovation, "stationnaire" qu'il utilise comme fiction révélatrice dans le thème de l'évolution économique. Dans ces conditions, en l'absence

important de croissance semble se réaliser ni dans le capital, ni dans le travail mais dans ce "résidu" qui est le progrès technique. Or, et c'est l'un des arguments principaux mobilisés à l'égard d'une part importante de la valeur ajoutée attribuée au profit, ce dernier peut investir dans la recherche et développement, réaliser des efforts pour former et engager ce qui n'est plus conçu comme une "main d'œuvre du creil" (selon) mais bien comme un facteur qui il est possible d'obtenir à l'aide des bons leçons, et notamment de l'investissement.

Nous avons donc mis au jour les tensions qui peuvent exister de manière inhérente mais aussi du point de vue de l'objectif de croissance, entre les deux polarités d'un partage de la valeur ajoutée. Toutefois, il convient de mentionner que le profit n'est pas nécessairement égal à la possibilité d'investissement car il peut aussi être réparti dans les dividendes aux actionnaires (A.). Le rôle de l'Etat mérite par ailleurs d'être salué, non pas seulement en tant qu'il peut encadrer le duel travail - capital pour la répartition de la valeur ajoutée, mais bien aussi en tant qu'il est, via le mécanisme des prélèvements obligatoires, l'une des composantes de ce partage (B.).

Le profit est, nous l'avons vu, l'une des conditions de l'innovation, laquelle condition elle-même pour porter la croissance. Cependant le profit peut n'être pas consacré à ces efforts d'investissement. De fait, la financiarisation

croissance du capitalisme donne une place beaucoup plus importante aux actionnaires - Les parts de la valeur ajoutée servent moins à l'amélioration des capacités productives des entreprises qu'à l'enrichissement personnel de particuliers. Or, leur utilité économique est en général justifiée par l'apport initial qu'ils donnent à l'entreprise, lui permettant de se développer, à qui a pu imposer des politiques de fiscalité avantageuse destinées à "attirer" les actionnaires étrangers, ce qui devrait favoriser la croissance. Cet apport initial se paye cependant cher, les dividendes payés par la suite les entreprises d'une capacité d'investissement notable à plus long terme. Par ailleurs, le prix de cet apport (macro) est aussi celui de l'abandon de gestion et de l'abandon des objectifs économiques des entreprises aux volatils des actionnaires, qui pensent moins à la croissance et à long terme (ce qui peut induire des coûts, parfois importants de court terme) mais profit immédiat, avant tout. Si la concentration des capitaux permise par le système macro favorise des investissements d'ampleur à un instant t, cela n'est pas nécessairement le cas dans le durée, et l'on pourra avoir plutôt une fuite de revenus.

Les capacités macroéconomiques nécessaires à l'investissement et aux dépenses de recherche et développement peuvent aussi être le fait d'un autre acteur : l'Etat. Or, son pouvoir macro lui vient des prélèvements obligatoires qui portent notamment sur les revenus de la production. Nous sommes donc face à un autre acteur qui, si certains économistes tendent à le confiner à un rôle de créateur d'institutions organisant les relations économiques et y prenant le moins possible directement part, peut prendre sa part dans le partage de la valeur ajoutée et dans les efforts pour favoriser la croissance. L'Etat peut ainsi organiser de manière choisie la répartition des sommes qu'il prélève entre d'un côté le travail, de l'autre l'investissement (on nous avait vu que le profit, dans son entier, n'est pas nécessairement source de croissance). Un économiste leurré par la croissance d'ailleurs que cette redistribution par le biais

de la dépense publique prendra même la forme d'un choix que qu'une "boule" multiplicitaire. En effet, favoriser l'investissement, c'est favoriser des embauches, des possibilités de consommation, des hausses de production (et donc de la croissance) qui favorisent à leur tour investissement et demande. L'effet multiplicateur des investissements peut se faire garantir par une politique volontariste de l'État. Mais si l'État peut garantir que soient activés les leviers de la croissance et donc contribuer à l'augmentation probable de la valeur reçue par le capital comme par le travail, il est aussi à même d'encodier ce partage lui-même. Or ce point, émerge la question de l'ampleur et des fins de cet encodement : doit-il simplement s'assurer que capital et travail reçoivent une part de la valeur ajoutée qui ne pénalise pas les possibilités de croissance, ou doit-il plus fondamentalement veiller à une juste répartition de la valeur ajoutée ?

En mettant au jour les différentes composantes susceptibles de bénéficier du partage de la valeur ajoutée et en interrogeant leur rôle respectif dans l'activation de leviers de croissance économique, nous avons vu émerger, au-delà des questions d'ordre technique (quels modes de partage peuvent favoriser ou au contraire pénaliser la croissance et pourquoi) des enjeux d'ordre plus politique. La croissance étant moins recherchée par elle-même que pour ce qu'elle permet, il est possible de se demander si la question est de déterminer quel mode de ^{partage} de la valeur ajoutée permet la croissance ou si'il ne faut pas plutôt avant tout (et peut-être pas exclusivement) chercher à mettre la croissance au service d'un partage de la valeur ajoutée équitable. Nous étudierons dans un prochain temps les conséquences d'un tel renversement du prisme d'analyse (A.) avant de montrer qu'il est parfaitement compatible avec la poursuite de la croissance (B.).

Dès lors que l'on admet que la croissance n'est pas un moyen, qu'elle est certes un moyen pour ainsi dire nécessaire (mais cela aussi fait l'objet de remises en cause, par les tenants de la décroissance comme Serge Lebrun

Concours / Examen : Inspecteur du travail

Externe / Interne / 3ème concours : Externe

Intitulé de l'épreuve : Economie

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Comme on parlait d'athéisme qui parle d'"a-croissance" pour signifier son rejet de la croyance en la croissance à tout prix), mais non suffisant du développement, de nouvelles questions émergent : A commencer par celle de savoir si la croissance ne peut pas devenir, si on l'absolutise comme objectif, l'ennemie du développement. Certains auteurs ont mis au jour la conclusion parfois ambivalente des effets de la croissance sur le développement, redite plus judicieuse, ne tenant pas seulement compte de la richesse mais aussi de sa répartition, et de dimensions sociales (éducation, santé, etc), donc du bien-être notamment. On pourra citer notamment J. Bhagwati et son concept de "croissance appauvrissante" qui veut pointer les effets négatifs d'une croissance complètement orientée vers l'exportation et l'ère d'une monoproduction. Le problème du partage de la valeur ajoutée est évidemment central dans cette question, les possibilités d'assouvir ses besoins (et de satisfaire plus ambitieuse ses envies) dépendant en partie du salaire reçu ainsi que des redistributions de richesse organisées par l'Etat, en nature comme en espèces. Si l'on part du principe : alors que la croissance n'est bonne qu'à condition qu'elle puisse bénéficier au plus grand nombre, se pose à nouveau la question du partage de la valeur ajoutée : quel partage est à la fois juste et compatible avec un niveau de croissance ne condamnant pas à la pauvreté une population dans le contexte d'une

économie mondialisée? Les questions de progrès technique, de la concentration et des rentes de monopole ainsi que celle des dividendes aux actionnaires servent à introduire à l'aune d'un double étalon: la possibilité de la croissance et la juste redistribution de la valeur ajoutée. Se posant à la puissance publique et aux débats démocratiques, les enjeux "des effets négligés de l'innovation", du rôle des structures de marché" et de la remise en cause du capitalisme "monocentré", pour reprendre les différentes directions esquissées par la macroéconomiste Sophie Pitaru dans un dossier du CÉPII datant de 2019.

Des pistes ont pu être esquissées afin de résoudre les tensions propres à la répartition de la valeur ajoutée, à l'aune notamment d'un sacre d'équité et de justice sociale. La plupart de ces pistes aboutissent à casser le clivage travail - capital. Non pas au moyen d'aides subsidiaires comme les mécanismes de participation aux résultats de l'entreprise (intéressement ou actionnariat salarié) qui tendent à réaligner partiellement (très partiellement même) les intérêts des salariés et des actionnaires pour gommer le clivage fondamental qui les oppose encore, mais bien au moyen d'une fusion du capital et du travail, d'un effacement plus profond du clivage entre détenteurs des moyens de production et travailleurs. L'un des modèles régulièrement proposés à cette fin est celui de la coopérative, qui permet d'élire de multiples formes capoties de financement pour produire in fine un capital, qui sera collectivement

déterminé. Ici, la question du partage de la valeur ajoutée ne se pose plus sur le mode d'une répartition entre groupes d'individus, mais sur le mode d'une stricte allocation des ressources détenues indépendamment collectivement. L'objectif de croissance n'est donc plus tiré entre le fait d'activer un levier plutôt qu'un autre, ou du moins pas de manière aussi tranchée et contradictoire. Un autre modèle, qui est celui fort-ci pensé à l'échelle de la société entière et non d'une entreprise isolée, est celui proposé par Bernard Friot. Ce dernier propose de généraliser le domaine de la cotisation, évocant les dividendes du partage de la valeur ajoutée et remettant à la décision collective la répartition de la valeur créée entre divers objectifs démocratiquement définis. B. Friot propose notamment, en plus du maintien de l'institution salariale (quoique légèrement infériorisée puisqu'il s'agit d'un salaire à la qualification) propose la création de différents circuits, et notamment une destinée à l'investissement. Là encore, l'objectif de croissance n'aurait pas nécessairement à être sacrifié (à condition probablement d'intégrer les enjeux écologiques dans les modèles de sa poursuite), au contraire.

Le partage de la valeur ajoutée est : une question centrale pour ^{abonder} celle des leviers de la croissance dans un système capitaliste structuré autour de luttes pour l'appropriation de cette richesse créée. S'il semble que la possibilité des investissements comme celle de la consommation par le plus grand nombre soient des prérequis décisifs à l'existence d'une croissance durable, d'autres acteurs jouent un rôle moins évident ou en tout cas plus abondant dans cet effort pour favoriser la croissance. Le rôle de l'État est en tout cas décisif mais il est loin d'être univoque lui-même, ce qui pose la question démocratique des choix à opérer dans l'action publique. Si la croissance n'est pas bonne à tout prix, le rôle de l'État ne saurait se contenter de la régulation de la répartition de la valeur ajoutée dans un seul objectif

de croissance. Ainsi, de nouveaux modèles, soucieux d'intégrer d'autres objectifs, comme le partage équitable de la valeur ajoutée, semblent pouvoir être envisagés. Ils constituent en fait ces pistes intéressantes de réflexion concernant la possibilité de penser une répartition de la valeur ajoutée qui ne soit pas ~~avant tout~~ et complètement inféodée à l'objectif de croissance, mais qui constitue une fin en soi. . . . On envisage alors juste répartition de la valeur ajoutée et croissance de concert et non l'une au détriment éventuel de l'autre.